## CE MONDE QUI BOUGE

# Syrie, porte ouverte à l'embrasement généralisé

Par Hassane Zerrouky

En décidant de lever l'embargo sur les armes à destination des insurgés syriens, l'Union européenne, sous la pression de ses deux va-t-en guerre que sont la France et la Grande-Bretagne, a pris une décision lourde de conséquences. Loin de contraindre le régime de Béchar à négocier son éventuel retrait de la scène syrienne et peser sur le rapport de force, cette mesure va certainement aggraver la situation. Paris et Londres, qui n'ont jamais cru à une solution politique du conflit et qui se sont mis en tête, depuis le début de la guerre civile syrienne, de renverser le régime de Béchar al-Assad, ne visent rien de moins qu'à torpiller la conférence internationale de Genève voulue par les Américains et les Russes.

Damas, on le sait, a décidé de se rendre à Genève, alors que la Coalition de l'opposition syrienne, victime de ses divisions et otage de la lutte d'influence entre le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie, n'arrive toujours pas à unir ses rangs et à se décider si elle va participer ou non à cette conférence internationale.

La conférence de Genève, dite «Genève II», risque donc de connaître le même sort que la précédente rencontre de juin 2012 qui avait adopté un plan de paix auquel le Qatar avait prédit un échec avant même qu'il n'entre en application. Le même Qatar, décidément, avait également prédit l'échec de la mission de Kofi Annan en février 2012 avant même qu'il n'entame sa mission. Mais comme on est dans un monde où une info chasse l'autre, on a tendance à oublier les responsabilités des uns et des autres, notamment celles de certains acteurs régionaux, pour se focaliser sur l'actualité, sur le présent.

Il n'en reste pas moins que le conflit syrien a déjà consommé deux émissaires onusiens, Kofi Annan d'abord et Lakhdar Brahimi ensuite, dont la mission a été enterrée lorsque la Ligue arabe, sous la pression des pétromonarchies du Golfe, a décidé d'attribuer le siège réservé à la Syrie à l'opposition syrienne. Et ce, même si Lakhdar Brahimi s'est dit prêt à reprendre son bâton de pèlerin de la paix au cas où «Genève II» aboutirait à un résultat encourageant. Mais comme les miracles n'existent pas en politique…

Voyant que la situation prenait une autre tournure, et échaudée par l'expérience libyenne, la Russie, qui a des intérêts à défendre dans une région où l'ex-URSS était déjà présente, a annoncé qu'elle livrerait des missiles SA-300 au régime syrien. «Nous pensons que cette livraison est un facteur stabilisateur et qu'à bien des égards, de telles mesures retiennent certaines têtes brûlées de s'aventurer sur des scénarios qui pourraient donner à ce conflit un caractère international avec la participation de forces extérieures», a estimé hier le vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, dans une claire allusion à une éventuelle intervention militaire de l'Otan. Celle-ci est probable.

Paris, qui avait critiqué la juge Carla del Ponte accusant les insurgés syriens d'usage d'armes chimiques, retourne l'accusation contre l'armée syrienne en se basant sur un reportage du journal *Le Monde*. Personnellement, en regardant la vidéo diffusée sur le site du *Monde*, je m'attendais à voir des centaines de cadavres de gens gazés comme ce fut le cas à Hallajba dans le Kurdistan irakien en 1991 ! Mais bon, cette histoire d'armes chimiques rappelle un précédent fâcheux : l'Irak. En 2003, Colin Powell, qui aujourd'hui accuse la CIA de l'avoir trompé, avait brandi devant le Conseil de sécurité de l'ONU des «preuves» et des images satellites prouvant que le régime de Saddam possédait des armes chimiques afin de justifier la guerre américaine qui se préparait contre l'Irak. Le mensonge a porté et l'Irak a été détruit ! Il risque d'en aller de même pour la Syrie, et ce, quelle que soit l'aversion que nous avons envers le régime dictatorial de Béchar al-Assad. Un renversement par la force comme le préconisent Londres et Paris en concertation avec Washington ne se traduira pas par une victoire de la démocratie. Seuls Djebhat Nosra et ses alliés islamistes, actuellement dominants au sein de la «résistance» armée syrienne, et par ricochet Israël, tireront profit de la situation qui se dessine. Mais bon, Fabius et son homologue britannique William Hague s'en contrefoutent de ce qui se passera ensuite. Leurs déclarations rassurantes sur la transition syrienne après la chute de Béchar — on l'a déjà vu dans le cas libyen — ne trompent personne.

**H. Z.**

## À BRUXELLES, L'UNION EUROPÉENNE DÉCIDE D'ARMER LES DJIHADISTES

# Le coup de pouce des 27 à Al Qaïda

***Les tournures de phrases, les entourloupes et les expressions les plus vagues possibles à destination des médias ne font pas recette et ne trompent que ceux qui veulent bien l'être, qui ont des dispositions naturelles à ça.***

**De notre bureau de Bruxelles**
**Aziouz Mokhtari**

Bruxelles avant-hier, en conclave des ministres des AE des 27 a autorisé, à partir du 1er juin, les Etats membres à vendre des armes à la rébellion syrienne. Mot croisé pour ne pas dire les djihadistes, les partisans d'Al-Qaïda. Il est évident que cette décision engendrera du nouveau et du pas beau dans le pays, le régime syrien, première conséquence, ne reculera, désormais, plus devant rien. La Russie a déjà averti qu'elle ne se privera pas d'alimenter Damas en autant de «munitions» qu'il veut.

L'Iran et le Hezbollah libanais s'appuieront sur cette nouvelle donne pour justifier leur soutien, déjà important, au pouvoir central syrien. Qui et au nom de quoi empêchera-t-on Téhéran et Nasrallah de choisir leur camp alors qu'en face, les djihadistes bénéficient de l'appui des 27 européens et de leur dorénavant alliance militaire. La Syrie vivra, c'est évident, les semaines à venir un véritable enfer si tant est qu'elle ne le vit pas déjà. Pourtant, ce qui arrive est de loin plus cruel et plus sanglant que ce qui est. Tout le monde ou presque sera armé en Syrie à cause de la décision européenne. Avec les djihadistes qui arriveront en masse des «pays du printemps» (Libye, Tunisie, Egypte), d'Afghanistan et pour certains de Palestine — quel comble ! quitter El Qods pour aller guerroyer au pays ommeyade ! —, tout est prêt pour la conflagration.

Comme la décision des Européens est tout sauf irréfléchie, on se pose la question de savoir pour quel projet Bruxelles travaille-t-elle ? Voltaire, un Européen s'il en est, estimait : «Je ne puis penser que cette horloge existe et n'ait point d'horloger.» Alors attendons la fin, sans doute la fin de la Syrie, pour savoir. En attendant, l'Etat-Qaïda en Syrie bénéficie d'un sacré coup de pouce de la part de Bruxelles.

**A. M.**

# Trois Femen seins nus interpellées à Tunis, première dans le monde arabe

***Trois militantes Femen européennes ont été arrêtées à Tunis hier, lors de leur première action seins nus dans le monde arabe pour réclamer la libération d'une militante tunisienne et dénoncer la condition de la femme dans le pays.***

Face à une foule de journalistes réunis devant le palais de justice, les trois jeunes femmes, deux Françaises et une Allemande, hurlaient notamment «Free Amina», la militante Femen emprisonnée dans l'attente de son procès jeudi à Kairouan (centre) pour port illégal d'un spray lacrymogène. Elles ont été interpellées sans ménagement par les policiers. Certains avocats, associés à des passants, ont violemment agressé des journalistes, leur reprochant de se faire l'écho de l'action des Femen.

Durant cette bagarre, des policiers sont intervenus et six journalistes français et tunisiens ont été interpellés, selon le témoignage de l'un d'entre eux, Mohamed Haddad. Un autre a indiqué à l'AFP que l'intervention de la police leur avait «évité un lynchage» par la foule. Ils ont été relâchés après que la police eut pris leurs dépositions concernant l'action des Femen. Les Femen «seront placées en état d'arrestation et traduites en justice», a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère de la Justice, Adel Riahi, sans préciser les accusations qui pourraient être retenues alors que l'attentat à la pudeur est passible de six mois de prison en Tunisie.

Elles sont désormais détenues par la brigade des mœurs et la Consul de France, Martine Gambard-Trébucien, a pu les rencontrer. «Elles vont bien», a-t-elle déclaré à la presse.

«C'est la première action que nous menons dans le monde arabe», a déclaré à l'AFP par téléphone Inna Shevchenko, dirigeante de Femen à Paris.

«Ces pays (arabo-musulmans) et ces régimes totalitaires s'en prennent aux femmes. On ne fait pas attention à ce genre de choses (le risque d'emprisonnement)», a-t-elle encore dit. La jeune Femen tunisienne, connue sous le pseudonyme d'Amina Tyler, a été arrêtée le 19 mai à Kairouan après qu'elle eut peint sur un muret proche d'un cimetière le mot Femen. Elle risque six mois de prison pour possession d'un spray d'auto-défense. Elle pourrait aussi être poursuivie pour profanation de cimetière, délit passible de deux ans de détention.

Amina avait fait scandale en mars en publiant des photos d'elle seins nus à la manière des Femen, recevant notamment des menaces d'islamistes radicaux, selon son témoignage.

Ses proches la présentent comme une dépressive chronique suicidaire et ses parents l'ont longtemps empêchée de sortir de chez elle, arguant de sa sécurité. Amina, qui accusait sa famille de la séquestrer, a fugué fin avril, et elle apparaissait depuis régulièrement en public, sans pour autant se dénuder.

Le mouvement Femen, fondé en Ukraine et désormais basé à Paris, mène depuis plusieurs années des actions seins nus à travers le monde pour dénoncer notamment la discrimination de la femme. La Tunisie, dirigée depuis la fin 2012 par un gouvernement dominé par les islamistes d'Ennahda, dispose de la législation la plus libérale du monde arabe concernant les droits des femmes mais l'égalité n'y est pas consacrée.

L'opposition et les associations féministes militent pour l'inscription de l'égalité des sexes dans la Constitution en cours d'élaboration et accusent régulièrement Ennahda de remettre en cause les acquis des Tunisiennes.

Ennahda avait fait scandale durant l'été 2012 en proposant que la future loi fondamentale évoque la «complémentarité» des sexes et non l'égalité, un projet abandonné depuis. Dans le dernier brouillon du projet de Constitution, daté d'avril, l'article 6 stipule que «tous les citoyens et citoyennes ont les mêmes droits et devoirs» et le 11 note que «la femme et l'homme sont associés dans la construction de l'Etat».

L'article 42 souligne que l'État protège «les droits de la femme et soutient ses acquis (...) garantit l'égalité des chances entre la femme et l'homme (...) et garantit l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard de la femme».

# L'Égypte présente une loi controversée sur les ONG au Sénat

***Le président égyptien Mohamed Morsi a annoncé hier avoir présenté un projet de loi régulant les organisations de la société civile, un texte représentant selon la présidence les valeurs du soulèvement de début 2011 mais qui a été accusé de vouloir imposer des restrictions aux ONG.***

«L'Etat ne domine pas (...), n'aspire pas à et ne doit pas dominer la société civile», a déclaré M. Morsi dans un discours retransmis à la télévision. «La priorité à la présidence est d'appuyer le rôle que jouent ces organisations et de lever les obstacles administratifs» auxquels elles font face, a-t-il ajouté. La loi a été présentée au Sénat, qui assume le pouvoir législatif en l'absence d'Assemblée. Le projet de loi «reflète un équilibre entre (...) l'objectif de défendre la sécurité nationale et celui de défendre les libertés des groupes de la société civile», a affirmé une conseillère du président islamiste Mohamed Morsi, Pakinam Sharkawi.

D'autres projets de loi régulant les organisations non-gouvernementales, dont l'un donnait à des responsables des services de sécurité le droit de superviser les ONG, ont été vivement critiqués. «Je confirme que ce projet de loi supprime entièrement le rôle de la sécurité», a dit Wael Zoghby, qui a participé à la rédaction de la loi. Mme Sharkawi a assuré que les critiques contre le projet de loi, que la présidence n'a pas encore rendu public, étaient inexactes et reflétaient les versions passées.

Mais le brouillon le plus récent montré par la présidence aux groupes de la société civile, daté du 18 mai et obtenu par l'AFP, n'exclut pas la représentation des services de sécurité au sein d'un puissant comité supervisant le financement des ONG étrangères. Sous Hosni Moubarak, plusieurs groupes n'ont pas obtenu d'autorisation d'opérer en Egypte et leurs activités étaient contrôlées et parfois interdites par les puissants services de sécurité. «La philosophie de l'Etat égyptien avant la révolution du 25 janvier (2011) était de contrôler la société. Maintenant nous assistons à une nouvelle ère, au cours de laquelle la présidence adopte une nouvelle vision, une philosophie de consolidation de la coopération entre l'Etat et la société», a dit Mme Sharkawi.

Mais selon Heba Morayef, la directrice de l'ONG Human Rights Watch en Egypte, le dernier brouillon qui lui a été présenté autorise toujours des restrictions politiques sur le financement et les activités des ONG.

Les groupes égyptiens de défense des droits de l'Homme dépendent largement des financements étrangers, selon elle, ce qui serait contrôlé par le comité.

«Le comité a un contrôle absolu sur les fonds qu'on reçoit», a-t-elle dit à l'AFP, ajoutant que les groupes devraient obtenir l'autorisation du comité pour tout fonds reçu ou écoper d'une amende de 14.200 USD.

mobilis

## Tester le S4 en exclusivité sur le stand de Mobilis Foire Internationale d'Alger 2013

Mobilis participe à la 46e Foire internationale d'Alger du 29 mai au 03 juin 2013, sous la thématique **Switchers**, la série évènement de Mobilis.

Sur son stand personnalisé, Mobilis offre la possibilité de tester en exclusivité le tout dernier Galaxy S4 de Samsung, et aussi de passer commande pour faire partie des premiers clients à acquérir le Smartphone qui vous propulse dans un nouveau monde. La participation de Mobilis à la FIA 2013 sera également l'occasion pour présenter la nouvelle Tablette Lite 7, à un prix imbattable.

Mobilis qui a choisi son programme **Switchers** comme thème pour sa participation, invite l'ensemble des visiteurs à rencontrer les héros de la série sur son stand ce week-end. L'occasion pour découvrir ceux qui font l'événement actuellement et surtout pour la séance photos-souvenirs.

Mobilis présentera également ses offres et services, avec des démonstrations sur la maîtrise des solutions destinées aussi bien aux entreprises qu'aux particuliers.

Rendez-vous au Palais des Expositions (SAFEX), **«Pavillon C»**.